

# Des politiques européennes entre compétitivité et cohésion...

Cours

## Sommaire

### I Des disparités fortes au sein de l'Union européenne

#### A Les disparités entre les États

1. Des disparités économiques
2. Des disparités sociales : chômage et pauvreté

#### B Des disparités régionales et locales

1. Les disparités régionales
2. Les disparités locales

### II Les politiques européennes pour assurer la cohésion

#### A Le fonctionnement de la politique de cohésion

#### B Les politiques européennes pour réduire les inégalités

1. Les politiques pour réduire les inégalités territoriales
2. Les politiques pour réduire les inégalités sociales

#### C Des politiques européennes pour faire face à la compétitivité

#### D Des politiques européennes pour préserver l'environnement

1. L'Union européenne face à la crise environnementale
2. Les réponses politiques de l'Union européenne à la crise environnementale

## RÉSUMÉ

Le traité de Rome, qui donne naissance à la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, ne prévoit pas la mise en œuvre d'une politique européenne. Les disparités entre les pays européens se sont accentuées au cours du temps. La nécessité de réduire les inégalités entre les États membres a rendu indispensable la cohésion des territoires.

Quelles sont les inégalités au sein des territoires de l'Union européenne ? Comment les politiques mises en œuvre par l'Union européenne tentent-elles d'améliorer la cohésion des territoires et leur compétitivité ?

### I Des disparités fortes au sein de l'Union européenne

Les disparités sont fortes au sein de l'Union européenne. On relève des disparités économiques et sociales entre les États, mais également des disparités régionales et locales.

## **A** Les disparités entre les États

Entre les États de l'Union européenne, il existe d'importantes disparités économiques, mais également des disparités démographiques et sociales.

### **1. Des disparités économiques**

**Les pays membres de l'Union européenne ne bénéficient pas tous des mêmes dynamiques économiques, les contrastes sont importants. Même si le PIB des pays les plus en retard augmente, on observe tout de même des écarts d'un pays à l'autre.**

Le PIB de l'Union européenne est de 15 900 milliards d'euros en 2018. Le pays qui produit le plus de richesses est l'Allemagne (3 300 milliards d'euros). Les pays qui produisent le moins de richesses sont Chypre (20 milliards d'euros) et Malte (12 milliards). Plus généralement, les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont très en retrait par rapport à ceux d'Europe de l'Ouest.

- Le PIB des 11 premiers pays membres de l'Union européenne (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Italie, Danemark, Irlande, Grèce, Espagne et Portugal, en excluant le Royaume-Uni) est d'environ 11 000 milliards d'euros.
- Le PIB des 11 pays d'Europe de l'Est qui sont devenus membres depuis 2004 (Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovénie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Croatie) est d'environ 1 400 milliards d'euros, soit 8 fois inférieur au PIB des 11 premiers pays.

## Le PIB dans les pays de l'Union européenne à 27 en 2018



PIB > 1 500 milliards  
500 à 1 500 milliards

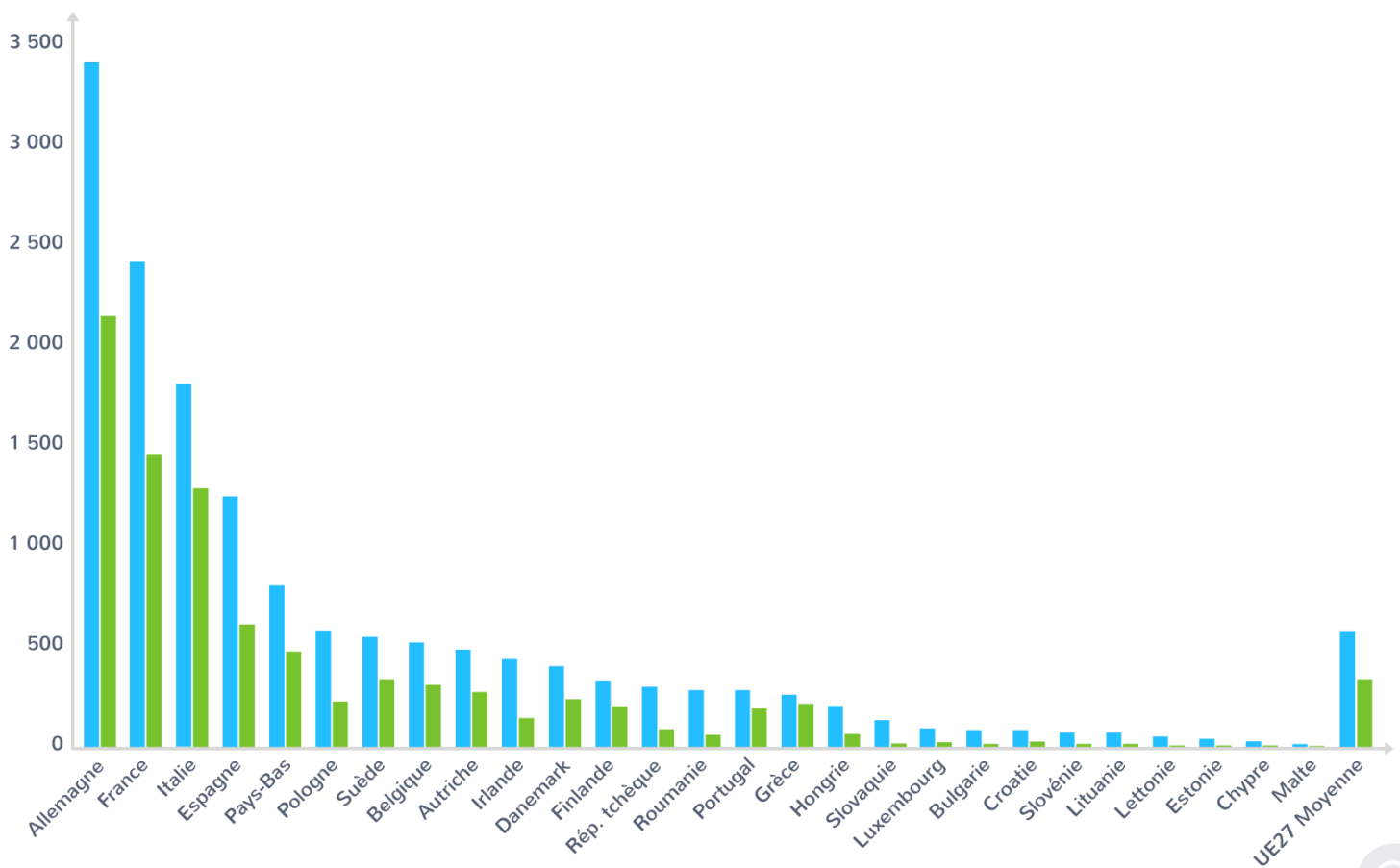
250 à 499 milliards  
PIB < 250 milliards

D'après Eurostat, 2019

Depuis 2000, le PIB des pays les plus en retard augmente, en particulier grâce aux progrès de leur agriculture et de leurs industries (modernisation des infrastructures, création d'usines délocalisées depuis les pays de l'Ouest, développement de l'innovation, gains de productivité). Cependant, les richesses produites dans ces pays restent bien inférieures à la moyenne de l'Union européenne.

## L'évolution du PIB des pays de l'Union européenne à 27 de 2000 à 2018

PIB en milliards d'euros



D'après Eurostat, 2019

### EXEMPLE

Le PIB de la Pologne a plus que doublé entre 2000 et 2018, celui de la République tchèque a triplé. Seule la Pologne a en 2018 un PIB qui se situe au niveau de la moyenne des 27 (Royaume-Uni exclu) pays de l'Union européenne.

Le PIB par habitant confirme les écarts entre les États membres. Il s'élève en moyenne à plus de 28 000 euros en 2018 (27 620 euros en excluant le Royaume-Uni). Il est le plus élevé au Luxembourg (83 000 euros) et en Irlande (58 000 euros) et plus généralement dans les États de l'Ouest. Il est le plus faible en Roumanie (8 750 euros) et en Bulgarie (6 550 euros), et plus généralement dans les États de l'Est.

## 2. Des disparités sociales : chômage et pauvreté

Les disparités sociales sont importantes : certains États membres connaissent davantage le chômage que d'autres. Les inégalités relatives au taux de chômage révèlent surtout les difficultés rencontrées dans les pays du Sud de l'Europe, alors que le nombre d'actifs sans emploi paraît plus modéré dans les pays membres du centre et de l'Est. Les inégalités entre les États sont particulièrement marquées quand il s'agit des plus jeunes. La pauvreté touche plusieurs États membres, particulièrement ceux qui sont confrontés à un fort taux de chômage.

## Le taux de chômage dans l'Union européenne à 27



- Inférieur à 5 %
- Entre 5 et 10 %
- Supérieur à 10 %

D'après Eurostat, 2019

Les pays les plus en difficulté sont la Grèce et l'Espagne, où les taux atteignaient 17 % et 14 % en 2019. Les taux de chômage en Pologne ou en République tchèque sont respectivement de 3 % et 2 %.

On dénombre plus de 15 millions d'actifs sans emploi dans les pays de l'Union européenne en 2019. Le taux moyen de chômage est de 6,3 % de la population active.

## Le chômage des jeunes dans l'Union européenne à 27



D'après Eurostat, 2019



Les inégalités entre les États à propos du chômage des jeunes sont encore plus fortes, avec toujours une situation qui apparaît plus difficile dans les États du Sud. Si le taux de chômage des jeunes est nettement inférieur à la moyenne européenne dans de nombreux pays (le taux le plus bas est celui de l'Allemagne, avec environ 5 %), on enregistre des résultats alarmants en Grèce (39 %), en Espagne (34 %) et en Italie (31 %).

On dénombre plus de 3 millions d'actifs de moins de 25 ans sans emploi dans les pays de l'Union européenne en 2019 (soit un taux de 14 %).

Si les conditions de vie progressent d'une façon générale dans les pays de l'Union européenne, de nombreux habitants sont encore confrontés à la pauvreté. Les écarts sont importants entre les États. La proportion de la population touchée par la pauvreté varie du simple au double, de 12 % en Finlande à 25 % en Roumanie, pays le plus touché par la pauvreté.

## La pauvreté dans l'Union européenne à 27



- Inférieur à 15 %
- Entre 15 et 20 %
- Supérieur à 20 %

D'après Eurostat, 2019

En 2019, 7 % des Européens vivaient sous le seuil de pauvreté de leur pays. Une personne sur 5 est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Les États les plus confrontés à cette pauvreté sont aussi ceux les plus fortement touchés par un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes, ou par une croissance économique insuffisante, qui ne permet pas la production de suffisamment de richesses (PIB et PIB/habitant trop faibles).



#### EXEMPLE

Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est le plus faible des pays les plus peuplés.

## **B** Des disparités régionales et locales

Au sein de l'Union européenne, des inégalités perdurent non seulement entre les États mais aussi à l'échelle régionale ou locale. Certains territoires sont ainsi en difficulté alors qu'ils se situent dans des espaces nationaux dynamiques, comme au sein d'une grande métropole.

### 1. Les disparités régionales

**Les disparités régionales sont très fortes au sein de l'Union européenne. La mégapole européenne est très riche, d'autres zones sont nettement plus pauvres. Les régions ultra-périphériques sont parmi les plus vulnérables, avec un PIB inférieur à la moyenne européenne et nationale.**

La mégapole européenne s'étend sur plus de 1 500 kilomètres du bassin de Londres à la plaine du Pô (Italie). La vallée du Rhin, cœur économique de cet espace, concentre les espaces industriels, jusqu'à la *Northern Range*, deuxième façade maritime du monde. Cette mégapole réunit également les villes où siègent les institutions de l'Union européenne (Luxembourg, Bruxelles, Francfort, Strasbourg).

Les écarts de richesses entre les régions les plus riches et celles les plus pauvres sont très importants :

- Les régions les plus riches se concentrent dans la mégapole européenne.
- Les régions les moins riches sont très nombreuses dans les pays du centre et de l'Est ainsi que sur les territoires les plus au sud de l'Union européenne.

En 2017 (source Eurostat 2019), le PIB de la région Île-de-France, qui figure parmi les plus riches, est de 709 milliards d'euros. Le PIB de la région Severozapaden en Bulgarie, qui est parmi les plus faibles, est de 3,4 milliards d'euros.

Dans un même pays, on peut trouver des régions qui sont parmi les plus riches et d'autres qui sont parmi les plus pauvres de l'Union européenne.

#### EXEMPLE

En France métropolitaine les PIB/habitant de 2017 dans les régions Île-de-France et Picardie sont respectivement de 53 100 euros et 22 500 euros. Le PIB de la Corse (9 milliards d'euros) est 78 fois plus faible que celui de l'Île-de-France (709 milliards d'euros).

Les régions ultra-périphériques de l'Union (territoires ultra-marins) européenne subissent d'importants retards. Le niveau de leur PIB et de leur PIB/habitant est nettement inférieur à la moyenne de l'Union européenne. À cause des faibles ressources naturelles, les territoires ultra-marins possèdent des économies fragiles, avec des taux de chômage souvent élevés.

Le PIB et le PIB/habitant des territoires ultra-marins de la France

© Eurostat

2019

	PIB 2017 (en milliards d'euros)	PIB/hab. 2017 (en euros)
Guadeloupe	10	21 900
Martinique	9	22 700
Guyane	4	14 800
La Réunion	19	20 900
Mayotte	3	10 300
Moyenne régionale France (18 régions)	128	34 900
Moyenne régionale UE 28 (281 régions)	54	30 160



Les régions ultra-périphériques de la France ont un PIB très inférieur à la moyenne nationale et nettement inférieur à la moyenne européenne, avec également des écarts importants entre ces régions ultra-marines.

## 2. Les disparités locales

**À l'échelle locale, les espaces ruraux sont pénalisés par le manque d'activités et le manque de services aux habitants. Dans les métropoles, certains quartiers connaissent de grandes difficultés. Certaines villes subissent un important déclin.**

Les habitants des espaces ruraux s'installent de plus en plus en ville. Ils quittent la campagne à cause de la raréfaction des services publics et commerciaux proposés aux habitants. En effet, les espaces ruraux disposent de peu ou pas du tout d'écoles, de bureaux de poste, de cabinets médicaux, d'hôpitaux, de commerces. La couverture en réseau mobile et Internet est absente ou insuffisante.

### EXEMPLE

Dans des communes rurales du Massif central ou du Morvan, le temps d'accès par la route aux services de la vie courante est supérieur à 15 minutes.

Dans les métropoles européennes, y compris les plus riches, certains quartiers regroupent de nombreux habitants pauvres, sans emploi, qui subissent l'exclusion sociale et sont confrontés à une forte insécurité.

### EXEMPLE

Grigny est une commune située dans l'aire urbaine de Paris, seule métropole mondiale et cœur économique du pays. Près de 45 % de la population de cette commune vit sous le seuil de pauvreté, et le taux de chômage varie entre 20 % et 25 % en 2019.

Certaines villes qui étaient autrefois des métropoles européennes subissent le déclin de leurs activités économiques et la montée du chômage. Les usines ferment et la violence et l'insécurité augmentent.



Un quartier du centre-ville de Naples

© Wikimedia Commons

La ville de Naples était au XIX<sup>e</sup> siècle l'une des premières villes d'Italie et du Bassin méditerranéen. Depuis, elle a été dépassée par d'autres métropoles comme Rome, Turin, Milan. Le chômage y est important et le taux de pauvreté élevé (le PIB/habitant de la Campanie est de 18 500 euros, 53 % de la population est recensée comme menacée de pauvreté et d'exclusion sociale en 2018). L'insécurité s'est développée avec l'infiltration des réseaux mafieux.

## II Les politiques européennes pour assurer la cohésion

### A Le fonctionnement de la politique de cohésion

La politique de cohésion de l'Union européenne fonctionne dans le cadre d'une programmation pluriannuelle de 7 ans. On définit les objectifs prioritaires pour les 7 ans à venir. Les projets sont financés par des fonds qui versent des aides aux États et régions européennes en fonction du PIB par habitant de chaque territoire.

Pour la période 2014-2020, la politique de cohésion a défini trois objectifs prioritaires :

- le soutien de la croissance et de l'emploi ;
- la lutte contre le changement climatique ;
- la dépendance énergétique et la lutte contre l'exclusion sociale ;

Pour atteindre ces objectifs, la politique de cohésion finance des projets par l'intermédiaire de fonds régionaux qui apportent une aide à la réalisation de projets locaux, nationaux ou transnationaux :

- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) fournit l'aide financière la plus importante.
- Le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion participent également au financement de projets de développement.

D'après le site Europa.eu, la politique de cohésion a défini 11 objectifs pour la période 2014-2020 :

1. Renforcer la recherche, le développement et l'innovation
2. Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication
3. Renforcer la compétitivité des PME
4. Favoriser la transition vers une économie à faible émission carbone
5. Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et gestion des risques
6. Protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources
7. Promouvoir le transport durable et améliorer les réseaux de transports
8. Promouvoir des emplois durables et de qualité, favoriser la mobilité de la main-d'œuvre
9. Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et la discrimination
10. Investir dans l'éducation, la formation et l'apprentissage
11. Renforcer l'efficacité de l'administration publique

Le FEDER soutient les 11 points mais plus particulièrement les points 1 à 4. La priorité du FSE sont les objectifs 8 à 11. Le Fonds de cohésion soutient les objectifs 4 à 7 et 11.

La Pologne est le pays qui reçoit le plus de crédits européens dans le cadre de la politique de cohésion : 86,1 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Suivent l'Italie (44,7 milliards d'euros), l'Espagne (39,8 milliards d'euros) et la Roumanie (30,9 milliards d'euros).

La répartition du budget des fonds structurels dépend de la classification des régions européennes par rapport à leur PIB/habitant :

- Les régions dont le PIB/habitant est supérieur à 90 % de la moyenne européenne sont considérées comme les régions les plus développées. Elles ne reçoivent aucune aide du fonds de cohésion et sont soutenues par le FEDER et le FSE pour améliorer leur compétitivité.
- Les régions dont le PIB/habitant est compris entre 75 % et 90 % de la moyenne européenne sont considérées comme en transition. Elles reçoivent des aides de chacun des fonds.
- Les régions les moins développées qui ont un PIB/habitant inférieur à 75 % de la moyenne européenne sont aidées en priorité.

## **B Les politiques européennes pour réduire les inégalités**

**L'Union européenne mène une politique de cohésion pour réduire les inégalités territoriales et sociales.**

### **1. Les politiques pour réduire les inégalités territoriales**

**L'Union européenne mène des politiques pour réduire les inégalités territoriales. Il s'agit de :**

- **développer des réseaux de transports ;**
- **apporter de l'aide aux régions menacées par des risques naturels majeurs ;**
- **apporter de l'aide aux zones rurales peu dynamiques, notamment en aidant les agriculteurs.**

Pour réduire les inégalités territoriales, l'Union européenne cherche à développer les réseaux de transports. L'objectif est de permettre à tout territoire de l'Union européenne, d'ici 2050, d'être à moins de 30 minutes de l'un des 9 axes principaux. Chacun de ces axes doit combiner plusieurs modes de transport et relier au moins trois États membres, afin de favoriser l'intégration de tous les territoires de l'Union européenne. La réalisation de ce réseau transeuropéen de transport (RTE-T), initiée dans les années 1990, est financée par des entreprises privées, par les États et les collectivités régionales, soutenus par les fonds structurels européens (plus de 30 milliards d'euros pour la période 2014-2020).

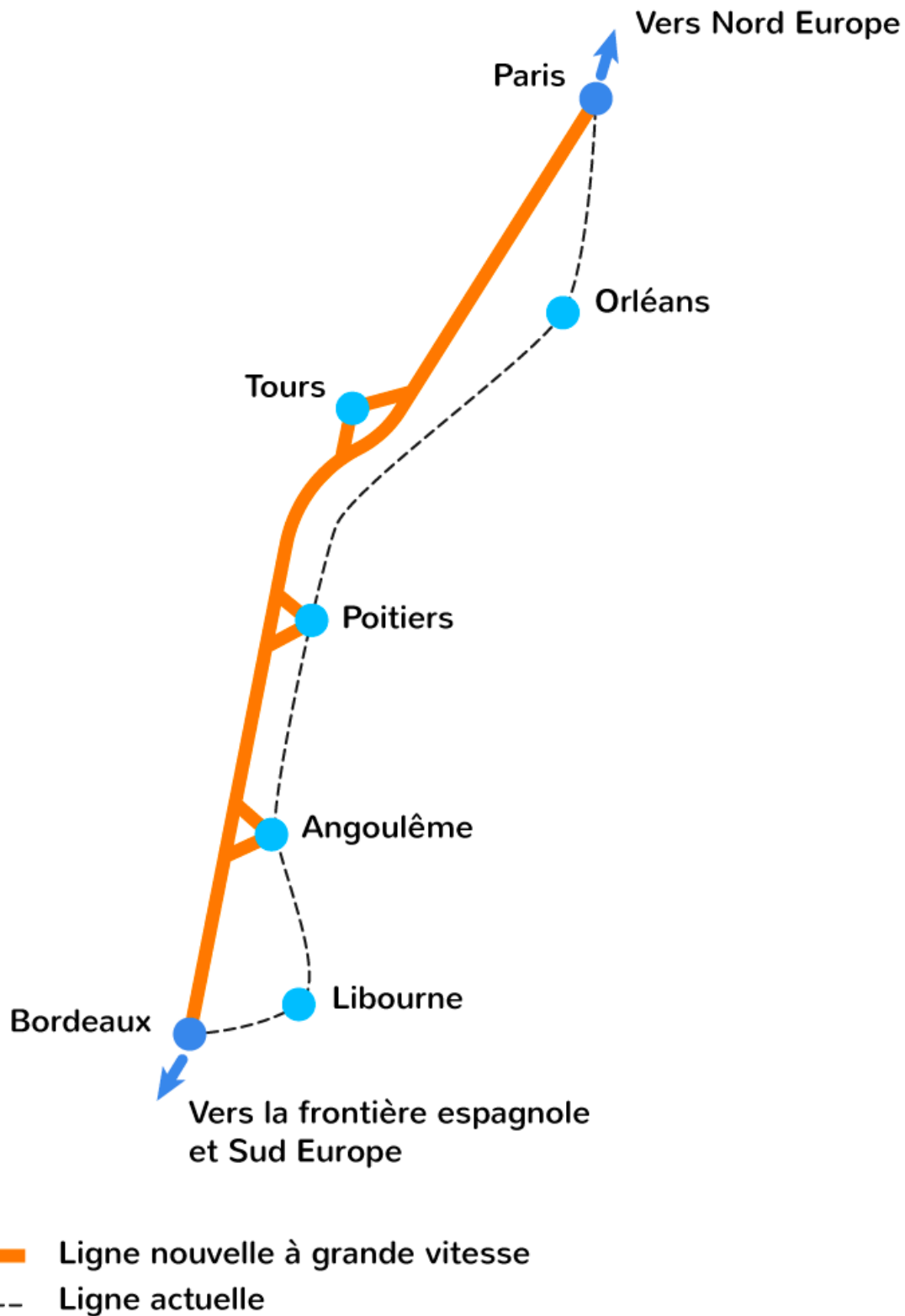


## Le programme de développement des infrastructures de transport



D'après © lantenne.com

En 2017, une ligne à grande vitesse qui relie Tours à Bordeaux est ouverte. Ce segment ferroviaire appelé LGV Sud Europe Atlantique est un tronçon de l'axe atlantique, qui a permis de relier Bordeaux à Paris en 2 heures au lieu de 3 heures auparavant. Le projet a été financé par une entreprise privée, LISEA (environ 4 milliards d'euros), par la SNCF (1 milliard d'euros), l'État et les collectivités territoriales (2 milliards d'euros), et l'Union européenne (1 milliard d'euros).



© Wikimedia Commons



L'Union européenne mène également une politique de prévention des risques naturels majeurs :

- La principale menace pour les États membres est le risque d'inondation (le long des littoraux et des vallées fluviales).
- Certains territoires sont également soumis aux risques d'incendie (en particulier sur le pourtour méditerranéen), de tempêtes (littoral atlantique), de séisme (région méditerranéenne) ou d'éruption volcanique (Italie, territoires ultra-périphériques).

Les mesures de prévention regroupent l'évaluation des risques (création de cartes qui identifient les zones à risque et le niveau de risque), l'information des populations, la mise en place de plans de gestion des risques et le financement de travaux permettant la réduction de la vulnérabilité des habitants. L'Union européenne développe également la coopération et la coordination des États membres en cas de catastrophe.

#### EXEMPLE

Pour la lutte contre le risque d'incendie, l'Union européenne a mis en place un système de surveillance satellite des feux de forêts. Le Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) organise la coopération des États membres.

La politique de développement rural est financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) :

- Le FEADER finance des aides à l'installation des jeunes agriculteurs afin de lutter contre la désertification des campagnes.
- Le FEADER finance la construction ou la rénovation d'hébergements touristiques et l'aménagement de pistes cyclables et de chemins de randonnée.

La politique de développement rural est en lien avec la Politique agricole commune (PAC). La PAC a été créée en 1962. Elle a pour but l'amélioration des revenus des agriculteurs. Le financement repose sur le principe de la solidarité financière entre les États membres :

- L'instauration de la PAC permet la création d'un marché commun avec suppression des droits de douane pour favoriser les échanges entre les États membres.
- Les produits européens sont favorisés par rapport aux produits importés de l'extérieur de l'UE.
- La garantie de prix minima permet de sécuriser les revenus des agriculteurs.

Pour la période 2014-2020, le budget alloué à la PAC est de 400 milliards d'euros.



#### REMARQUE

Depuis les années 1990, la PAC tente d'allier la nécessité d'aider financièrement les agriculteurs à la volonté d'améliorer la protection de l'environnement.

## 2. Les politiques pour réduire les inégalités sociales

**La politique européenne met en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté, l'exclusion et le chômage. Cela passe notamment par la valorisation de la formation.**

- À partir de 1999 (traité d'Amsterdam), la lutte contre la pauvreté et l'exclusion est inscrite pour la première fois comme un objectif officiel de la politique sociale de l'Union européenne.
- En 2010, les États membres élaborent un plan Europe 2020, avec pour la première fois un objectif chiffré : réduire de 25 % (20 millions de personnes) le nombre d'Européens vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

- La politique européenne de cohésion 2014-2020 met l'accent sur l'éducation, la formation et l'apprentissage. L'objectif est d'aider les personnes les plus fragiles à améliorer leur maîtrise de la lecture, de l'écriture, du calcul et du numérique, afin de renforcer leur niveau de qualification professionnelle.

Pour la période 2008-2018, la réduction du nombre de pauvres est estimée à 8 millions de personnes.

En 2019, 64 millions de personnes vivant dans l'Union européenne sont considérées comme peu qualifiées.

Depuis 2018, la France et l'Italie ont créé ensemble le projet VALE. Il s'agit de former des professionnels de la pâtisserie et de la glacerie sur le territoire transfrontalier qui s'étend de Nice à Turin. De part et d'autre de la frontière, des jeunes et des adultes sans emploi bénéficient d'un parcours de formation en apprentissage puis d'aide pour créer leur entreprise.

## **C** Des politiques européennes pour faire face à la compétitivité

Sur le marché mondial, l'Union européenne doit faire face à la concurrence des autres pays. Des politiques européennes sont mises en place pour :

- améliorer la compétitivité des entreprises européennes et notamment des PME ;
- favoriser les progrès de la recherche et du développement ;
- favoriser le développement des technologies de l'information et de la communication.

Les politiques européennes qui visent l'amélioration de la compétitivité aident les PME, considérées comme les principaux moteurs de l'économie européenne. Les entreprises innovantes, ou start-up, sont particulièrement valorisées.

### EXEMPLE

Le programme COSME soutient la création de nouvelles entreprises et les investissements des PME en facilitant leur accès à des crédits bancaires.

L'Union européenne connaît un net retard dans la recherche-développement par rapport à des pays comme les États-Unis et la Chine.

2019

D'après Banque mondiale



	États-Unis	UE 28	Chine
2002	37 %	27 %	6 %
2012	30 %	21 %	19,5 %
2016	20 %	16 %	20 %



Des politiques européennes sont ainsi mises en œuvre pour financer la recherche et le développement.

#### EXEMPLE

Les actions Marie Skłodowska-Curie font partie du programme de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation. Elles ont permis de financer 25 000 doctorats et projets de recherche post-doctorale. Elles financent également la Nuit européenne des chercheurs, des manifestations organisées chaque quatrième vendredi de septembre pour promouvoir les travaux des chercheurs au sein de l'Union européenne.

La stratégie Europe 2020 ou UE 2020 est une stratégie de coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne sur une période de dix ans. Cette stratégie repose notamment sur les investissements dans la recherche et l'innovation.

La stratégie Europe 2020 a pour objectif qu'au moins 40 % de la population âgée de 30 à 34 ans ait un diplôme de l'enseignement supérieur. Cet objectif est atteint dans 50 % des régions des pays les plus développés et dans 20 % à 30 % des régions en transition et de celles les moins développées.

## **D** Des politiques européennes pour préserver l'environnement

L'Union européenne, comme les autres régions du monde, est confrontée à la crise environnementale actuelle. Plusieurs politiques sont mises en œuvre à l'échelle européenne pour y répondre.

### 1. L'Union européenne face à la crise environnementale

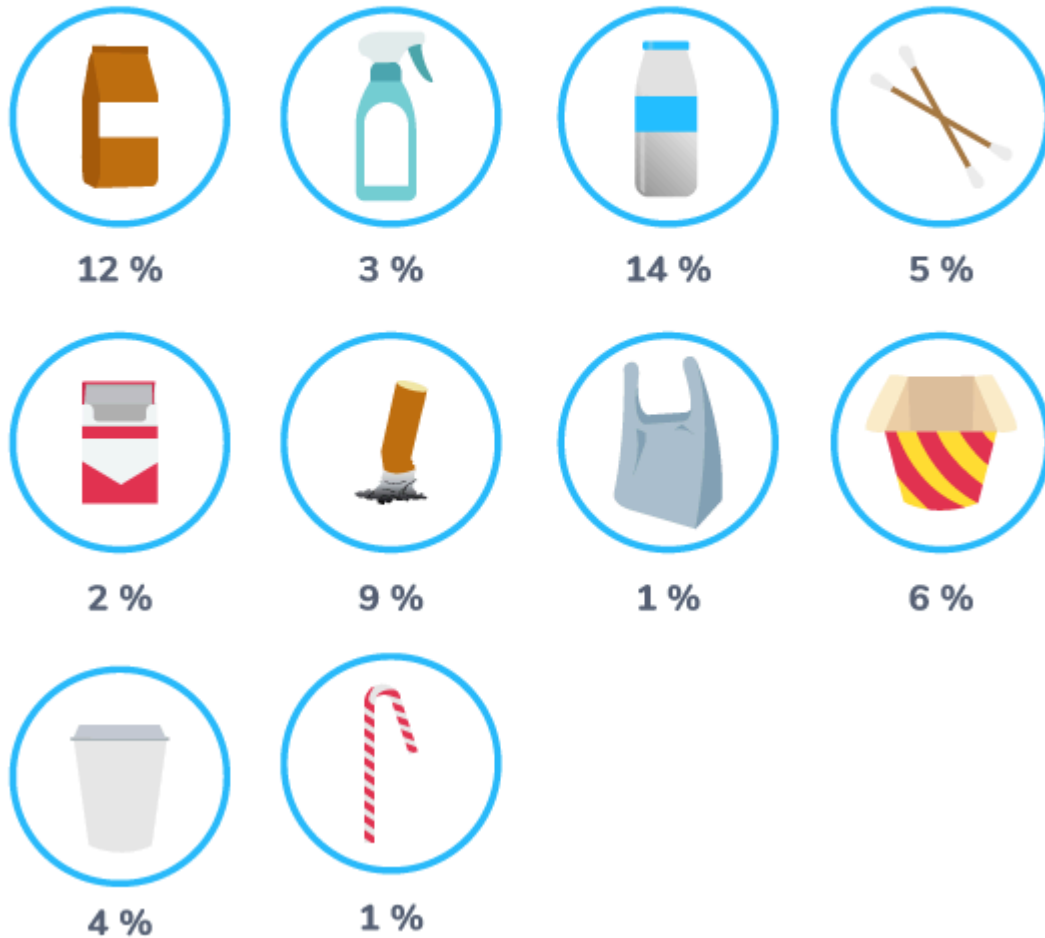
L'Union européenne est concernée par la crise environnementale. Les pays membres sont confrontés à de multiples problèmes : pollution des eaux, traitement des déchets, pollution de l'air, etc. Plusieurs pays font face à des dérèglements climatiques.

Dans les pays de l'Union européenne, l'eau de certains cours d'eau, des nappes phréatiques ou des mers et océans est polluée à cause des activités industrielles et agricoles et des habitants. Les eaux usées sont mal traitées.

En 2015, l'Agence européenne pour l'environnement estime que seulement 53 % de l'eau est en bon état écologique.

La quantité de déchets produits par personne a fortement augmenté et pose le problème du traitement de ces déchets.

### Les déchets plastiques dans les cours d'eau



D'après statista.com



La croissance de la population, de la production industrielle ainsi que la surconsommation mènent à la pollution de l'air : transport des marchandises, transport des humains en voiture ou en avion, etc.

L'étalement des villes et la construction de nouveaux espaces industriels et agricoles conduisent à la destruction des écosystèmes.

De nombreuses régions d'Europe sont confrontées aux effets du changement climatique :

- risque de sécheresse dans les régions méditerranéennes ;
- territoires menacés par l'élévation du niveau de la mer ;
- diminution de l'enneigement dans les régions montagneuses mettant en péril le tourisme d'hiver ;
- multiplication des épisodes climatiques extrêmes (fortes pluies provoquant des inondations, tempêtes).

## 2. Les réponses politiques de l'Union européenne à la crise environnementale

L'Union européenne entreprend différentes politiques pour essayer de ralentir les effets de la crise environnementale et préserver l'environnement.

Des actions sont menées pour valoriser des transports plus durables, en réduisant la part du transport routier :

- utiliser davantage le train ou le bateau et moins le camion (50 % des marchandises doivent être transportées par train ou bateau d'ici 2050) ;
- améliorer le réseau ferré des lignes à grande vitesse ;
- être plus strict sur le niveau de pollution des voitures commercialisées en Europe.

L'Union européenne veut réduire la consommation des énergies non renouvelables et polluantes. Le programme climat-énergie 2030 a pour objectif de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre et faire passer à 27 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique des États membres.

L'Union européenne fait la promotion des villes plus durables. Elle contribue au financement d'aménagements qui permettent la multiplication des pistes cyclables ou des axes de transports en commun. L'Union européenne contribue également au financement d'opérations de revalorisation des centres-villes (pour lutter contre l'étalement urbain).

#### EXEMPLE



**Piste cyclable à Rotterdam (Pays-Bas)**

© Wikimedia Commons

Enfin, l'Union européenne favorise la protection des espaces verts en multipliant les zones naturelles protégées. Les 26 000 sites labellisés Natura 2000 permettent ainsi de protéger les espèces animales et leur habitat sur 20 % du territoire de l'Union européenne.

#### EXEMPLE

**Panneau annonçant l'entrée d'une zone  
Natura 2000 en Allemagne**



**Panneau annonçant l'entrée d'une zone Natura 2000 en Allemagne**

© Wikimedia Commons